

Le colloque de Louvain ou polémiques de polémologues

par Paul M.G. LEVY,

Professeur aux Universités de Louvain et de Strasbourg.

Marie-Dominique SIMONS et Jorge d'OLIVEIRA e SOUZA.

Assistants à l'Université de Louvain.



Depuis que Gaston Bouthoul en 1945 proposa le vocable « polémologie », l'étude sociologique de la guerre et de la paix a connu un renouveau remarquable. Des centres d'études ont été créés, des chaires universitaires ont vu le jour, stratèges et tacticiens se sont inquiétés de l'intrusion de civils dans leur domaine. Mais au demeurant, il y avait trop longtemps que les militaires avaient pénétré dans la vie civile pour que les civils se soient sentis obligés de se préoccuper de cette inquiétude. Tout le monde s'en est mêlé.

Les spécialistes des disciplines les plus diverses ont travaillé le sujet sans pour autant situer toujours avec précision l'objet de leurs investigations et les limites de leur compétence. Il s'agit d'ailleurs d'un domaine où, plus encore qu'ailleurs, le découpage est difficile : indispensable à l'étude raisonnée, il dénature fondamentalement la chose étudiée elle-même. De plus, l'accélération de l'évolution technique et les mutations fondamentales de la guerre ont bouleversé les approches antérieures et n'ont pas permis de prendre le recul nécessaire.

La « drôle de paix » que nous vivons depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale a convaincu les chercheurs de leur responsabilité, ce qui a poussé les uns à s'éloigner d'un sujet qui leur paraissait périlleux pour la science elle-même et les autres à risquer le prestige de la recherche dans des engagements que refusent les tenants d'une certaine sérénité scientifique. Nous reviendrons sur cette tension entre un engagement jugé par les uns inadmissible et par les autres inévitable, et un détachement que les premiers trouvent indispensable et les seconds chimérique. Il en reste une urgente nécessité d'y voir clair.

Aussi lorsque le Ministre des Affaires étrangères de Belgique, M. Pierre Harmel, se déclara prêt à patronner un colloque qu'organiseraient de concert les deux Universités catholiques de Louvain, la francophone et la néerlandophone, enseignants et chercheurs se mirent-ils rapidement d'accord pour que le problème soit repris à la base ? Il faudrait rassembler quelques savants éminents de renommée internationale, les prier de définir l'objet de leur recherche, d'en déterminer le champ et les méthodes, confronter leurs points de vue et leurs objectifs... en bref, essayer d'établir un inventaire de base.

Il était admis au départ qu'il faudrait faire appel à peu près uniquement à des chercheurs étrangers. Personne ne se faisait illusion sur la possibilité d'aboutir à une unité de vues en quarante-huit heures : il était même certain que plusieurs oppositions seraient mises en lumière qui jamais ne pourront être réduites. La mise en présence était l'essentiel. Il fallait ignorer les frontières nationales, les frontières de disciplines, les frontières d'allégeances, les frontières idéologiques : il fallait forcer les reclus hors de leurs tours d'ivoire et libérer les « activistes » de la pression des faits.

Il n'est donc pas étonnant que les journées des 12 et 13 mars 1971 à Louvain aient fait éclater plus de conflits qu'elles n'en ont résolus. Cette mise en lumière franche des différences d'approches, des hypothèses de travail et même de la finalité de la recherche nous paraît constituer dans les circonstances présentes un acquis précieux. Nous aurions voulu en faire une synthèse avec nos deux assistants mais même là le travail n'a pas été simple. Aussi avons-nous préféré leur laisser la parole après avoir donné nous-même notre vue d'ensemble : il est bon dans une matière comme celle qui nous occupe que des approches différentes puissent être juxtaposées.

Lors de la rencontre de Louvain, Français, Britanniques, Hollandais, Américains, Norvégiens, Italiens, Belges... revêtant l'apparence de sociologues, de mathématiciens, de psychiatres, de psychologues, de tacticiens, de politologues et même de polémologues ont participé au débat. Siégeant dans la sérénité d'une salle académique, ils ont écouté et discuté passant du français à l'anglais et de l'anglais au néerlandais, mettant en lumière accords et désaccords, participant à un vrai colloque au sens plein du mot. On espérait cent participants, on en eut plus de quatre cents. Si Johan Galtung et Francisco Fornari durent s'excuser au dernier moment et envoyer des contributions écrites, on réussit à mettre en présence le sociologue et politiste français Julien Freund, le mathématicien et psychologue américain Anatol Rapoport, le juriste et polémologue hollandais Bert Röling, le « *peace researcher* » norvégien

Asbjörn Eide, les Britanniques Michael Banks et Michael Nicholson, les Belges Jean Buchmann, Victor Werner, Eric Suy, Jean Ladrière, Victor Werckx et Paul M.G. Levy. Quant à Gaston Bouthoul, participant vigilant, il fut spécialement honoré au cours de la rencontre puisque l'Université catholique de Louvain tint à conférer son doctorat *honoris causa* au « père de la polémologie » (1).

Au cours des séminaires et en séance plénière, les questions furent nombreuses et le débat parfois ardent. Cela nous a posé une question de méthode essentielle : pouvions-nous reproduire la sténographie des débats et notamment l'admirable exposé de synthèse improvisé sur place par Jean Ladrière ? Pouvions-nous donner les textes de contributeurs dont plusieurs modifièrent profondément leur présentation en séance ? Nous pensons qu'il y a une différence fondamentale entre le colloque vécu et son compte rendu. Aussi avons-nous préféré présenter ici les synthèses que nos collaborateurs et nous-même avons rédigées de nos impressions, circonscrivant ainsi quelques-unes des querelles qui se sont produites.

Qu'aucune de ces querelles n'ait débouché sur une solution définitive ne signifie nullement que toutes soient insolubles ou que les problèmes soient de faux problèmes. Nous suggérons une autre explication. La guerre et la paix sont des sujets sacrés : ils touchent à la vie des hommes. Dès lors, quelle que soit la volonté de détachement et de sérénité de ceux qui les étudient, ils ne peuvent pas ne pas se passionner. Cette passion justifiée pousse à approfondir et à creuser au point de finir par éprouver une conviction assortie de bonne conscience. La bonne conscience est le plus polémogène des sentiments : elle ne pardonne pas et rend difficiles les compromis. Il n'est pas étonnant de devoir parler de polémiques de polémologues.

I. La définition et ses conséquences*

1. La définition et la méthode.

Selon Piaget, « la phase scientifique de la recherche débute lorsque, dissociant le vérifiable de ce qui n'est que réflexif ou intuitif, le chercheur élabore des méthodes spéciales, adaptées à son problème, qui soient simultanément des méthodes d'approche et de vérification » (2). Or, la polémologie en tant que discipline est loin d'avoir atteint ce degré de perfectionnement épistémique. Tâtonnante, à la recherche simul-

(1) Omer De Raeymaeker qui avait donné tous ses soins à l'organisation du colloque fut hélas empêché d'y prendre part.

* Cette partie a été rédigée par Jorge d'Oliveira e Souza.

(2) Jean PIAGET, *Epistémologie des Sciences de l'Homme*. Gallimard, Paris, 1972.

tanément de son objet et des méthodes qui lui soient propres, elle a vécu, à Louvain, l'heure de son drame. Ainsi aucun participant n'a essayé de la définir, de lui donner des contours précis, de lui assigner une place — ne fut-ce qu'inscrite négativement — dans le savoir. Seul Anatol Rapoport a esquissé la dynamique propre à la fonction de la polémologie dans le discours des sciences humaines. C'est ainsi que, pour lui, aux disciplines qui essaient d'apporter des « *instrumental responses* », destinées à permettre à l'homme d'agir sur le milieu, on doit opposer les disciplines qui donnent des « *expressive responses* ». Les dernières ne permettent pas d'agir au sens technologique du terme, mais de changer la « vision du monde » des individus, voire même de la collectivité. La fonction donc de la polémologie ne serait pas de fournir une connaissance des « causes » pour agir sur les « effets » des phénomènes conflictuels, mais plutôt de permettre une compréhension interne de ces phénomènes et le processus par lequel ils s'institutionnalisent.

Les autres rapporteurs ont préféré apporter des *témoignages* sur le développement de la polémologie. Ainsi Bouthoul a retracé la genèse de la discipline qu'il a créée, tandis que Galtung a parlé des obstacles et des conditions de l'institutionnalisation de la *Peace Research* en Norvège. Julien Freund, de son côté, a proposé une explication phénoménologique qui ramenait toute sociologie à la polémologie. Toutes ces tentatives, cependant, restaient spéculatives et montraient combien le discours sur la polémologie remplaçait le discours de la polémologie.

Mais le silence peut être aussi instructif que la parole si l'on sait l'interroger. Ne serait-ce pas le silence dû à la réalité même d'une discipline qui doit être envisagée dans son éclatement plutôt que dans son unité ? Le mot, dont l'étymologie se fait garante, ne recouvre-t-il pas une « intention » plutôt qu'un savoir structuré ? L'unité (si elle existe) de la polémologie ne serait-elle pas à chercher dans sa dimension institutionnelle plutôt que dans sa dimension noémique ?

Répondre à ces questions c'est situer la polémologie. Avec quelques mois de recul, nous croyons pouvoir y répondre. Tout d'abord cette discipline se trouve à l'entrecroisement de certains segments de savoir. Son point d'existence serait un point mobile, situé là où le hasard des recoupements disciplinaires se ferait jour. Décalée par rapport à elle-même, la polémologie aurait à se contenter d'un rôle « coordinateur » et « transformateur » des apports des autres disciplines. Mais se limiter à cette hypothèse serait réduire la portée de son émergence. Il ne faut pas oublier que tout savoir — fut-il un savoir aveugle — est institutionnalisé. Ainsi la polémologie serait l'ensemble des efforts destinés

à mieux analyser des conflits et à proposer et stimuler une institutionnalisation de la paix, indépendamment des différences d'approche et de discipline.

2. *L'événement et la structure.*

L'échec (apparent) de la définition de son propre objet ouvre une question latente : qu'est-ce qu'étudie la polémologie ? Pour Gaston Bouthoul, le premier qui ait opéré cette « décentration objectivante » dont parle Piaget, la polémologie étudie un phénomène bien précis, un événement particulier appelé *guerre*. Cet événement daté, émerge dans une continuité temporelle linéaire, que faute de mieux on désigne par *paix*. Bouthoul essaye de déterminer ses lois d'émergence (périodicité), ses « causes » (démographiques, économiques, politiques) et les indicateurs qui permettent de prévoir les éruptions guerrières (baromètres polémologiques). Julien Freund, lui, élargit considérablement cet « objet » et l'étend à toute forme de « conflit ». Tout conflit est un événement doublement caractérisé par la présence d'*acteurs* (ayant des valeurs et poursuivant des intérêts divergents) et d'*acteurs symétriques*, c'est-à-dire possédant la même capacité négociatrice et la même conscience de l'enjeu. Dans cette perspective les accords sont possibles grâce à la reconnaissance phénoménologique de *l'ennemi*. Bouthoul et Freund sont ce que nous pourrions appeler les « *polémologues de l'événement* ».

Par contre, Rapoport, Galtung et Eide seraient les « *polémologues de la structure* ». Ainsi Galtung oppose à « *conflit symétrique* », la notion de « *conflit asymétrique* », celui où les parties ne seraient pas sur pied d'égalité structurelle. Cette notion de conflit asymétrique est d'ailleurs intimement liée à celle de « *violence structurelle* » qu'il oppose à « *violence directe* ». De son côté, Rapoport propose qu'on étudie la guerre non pas comme un événement mais comme un système, c'est-à-dire comme un processus institutionnalisé.

On voit déjà que la polémologie n'est pas une discipline figée, se donnant un objet une fois pour toutes. C'est là sa faiblesse majeure, mais c'est peut-être aussi sa force potentielle. Qu'elle puisse devenir une vraie discipline dépend à la fois du défi lancé par la complexité croissante des phénomènes conflictuels et par l'imagination créatrice du chercheur.

3. *L'engagement et l'objectivité.*

Mais cette imagination créatrice ne se nourrit pas uniquement d'un stimulus extérieur venu d'un monde étranger au chercheur. Au contraire, pour interroger la réalité il faut poser des questions et les ques-

tions suggèrent déjà un certain choix, la sélection de références. Certains rapporteurs ont insisté sur le non-engagement comme garantie de l'objectivité totale. Mais il faut se demander si le non-engagement est condition nécessaire et/ou suffisante pour garantir l'objectivité. Rien ne semble l'indiquer. Tout d'abord la difficulté est propre à toutes les sciences dites humaines, étant donné le caractère circulaire de la relation sujet-objet. Piaget définit le problème en ces termes « *...c'est qu'ayant l'homme comme objet en ses activités innombrables, et étant élaborées par l'homme en ses activités cognitives, les sciences humaines se trouvent placées en cette position particulière de dépendre de l'homme à la fois comme sujet et comme objet, ce qui soulève, cela va de soi, une série de questions particulières et difficiles* » (3). Etant impliqué comme *objet* dans la recherche qu'il poursuit, le chercheur y est fatalement projeté. Comme l'a dit Lukacs, « *dans les sciences de l'homme, il n'y a pas seulement science, mais conscience* ». C'est ainsi qu'il est un peu déplacé de parler d'objectivité d'une manière globale. Le fait même de définir l'objet de sa recherche présuppose déjà une sélection, un choix. Et tout choix présuppose une référence aux valeurs. Pré-tendre ne pas les prendre en considération est une attitude louable, mais condamnée à l'échec. Il valait peut-être mieux, comme le proposait Lucien Goldmann, expliciter d'avance les « valeurs » propres pour éviter qu'elles s'introduisent en sourdine en cours de recherche. Eide n'était pas loin de cette idée quand il estimait qu'il faut diviser toute recherche en trois phases : dans la première, où on choisit l'objet même, la référence aux valeurs est inévitable et autant l'explicitier ; la deuxième phase constitue le déroulement méthodologique de la recherche et le contrôle des données où il n'y a pas de place pour l'insertion de valeurs étrangères aux exigences formelles et matérielles de la méthode employée ; et finalement la conclusion, où de nouveau se posent des choix.

Ayant vu que le seul non-engagement ne peut garantir l'objectivité, il faut creuser davantage et savoir si l'engagement est nécessairement un facteur troublant l'objectivité. Selon Rapoport le non-engagement n'est pas une éthique, c'est un produit historique. Il nous rappelle que la science moderne est née quand les hommes de science se sont décidés à se salir les mains dans les laboratoires... Et cet argument serait plutôt l'argument négatif. Mais Rapoport, au cours des débats, a proposé que l'*action* constitue une sorte de laboratoire de la *peace research*,

(3) *Op. cit.*, p. 45.

son champ expérimental. Cette action devrait permettre de tester les hypothèses par la théorie et en retour fournir une information destinée à l'enrichir.

II. Les six grandes querelles*

1. La querelle des mots.

Faut-il parler de sociologie de la guerre, de polémologie ou de *peace research* ?

Le seul fait que cette dernière expression soit anglaise et ne comporte pas de traduction satisfaisante est révélateur. Elle n'est pas à l'usage des Latins mais à celui des Scandinaves et des Anglo-saxons. « Polémologie », vocable né en France dans des conditions que Gaston Bouthoul rappela dans son émouvante leçon doctorale, est utilisé désormais dans de nombreux pays mais dans des circonstances et des contextes très divers.

Ce qui apparaît clairement lorsqu'on confronte les diverses explications, c'est que des considérations de stratégie sociale et universitaire ont dominé le problème. Il fallait, pour les uns, préciser qu'on n'essayerait pas de faire concurrence aux écoles et académies militaires, pour d'autres souligner qu'on ne partait pas de positions belliqueuses de principe, pour d'autres encore montrer qu'il ne s'agissait pas d'une action pacifiste, pour d'autres enfin que seule la recherche scientifique préoccupait les chercheurs et qu'ils n'avaient pas d'objectifs politiques dissimulés. Faut-il ajouter que toutes ces savantes précautions n'ont servi à rien ? Pour les esprits prévenus, quel que soit le soin apporté à maintenir une rigoureuse sérénité dans l'étude, les commentaires et appréciations extérieures ne sont jamais dépourvus de préjugés.

Il est même arrivé au colloque de Louvain que des applaudissements et des murmures soient venus interrompre l'un des orateurs, d'ailleurs rigoureusement partisan du non-engagement. Aussitôt s'est manifesté un durcissement des positions et un passage significatif du scientifique à l'affectif. C'était heureusement à quelques instants de la fin des travaux qui prirent ainsi l'allure d'une démonstration polémologique. Le sujet passionne.

On comprend donc que dans les pays scandinaves où une longue paix, une tradition de neutralité et — pourquoi ne pas en tenir compte ? — un climat plus froid ont permis l'efflorescence de l'esprit pacifiste, on ait eu le souci de mettre en relief le vocable de paix. D'où la *peace*

* Partie rédigée par Paul M.G. Levy.

research... Au contraire, dans les pays latins, autour de cette Méditerranée où poussent d'autres plantes encore que l'olivier, on a plus volontiers parlé de « polémologie ». A la limite — les Pays-Bas étant zone de transition — on parle de « polémologie », mais on fait de la *peace research*. Les Anglo-Saxons sont partagés entre la *peace research* qui vient du Nord-Est et la *conflict resolution* chère aux pragmatiques Américains qui vient de l'Ouest. L'Allemagne, traumatisée par l'expérience nazie, fait de la *Friedensforschung*... Mais s'agit-il toujours de la même chose ?

Ce qu'en ont dit les protagonistes des diverses appellations ne permet ni de l'affirmer ni de le nier. Deux Universités belges séparées plus par 25 km que par des options philosophiques différentes parlent de « *sociologie de la guerre* » ou de « *sociologie de la paix et de la guerre* »... A l'Est de l'Europe, on parle de « *recherche de la paix* »... On sent les intentions, comme on sent aussi le souci de ménager l'interlocuteur et de souligner dès le départ ce qu'on n'est pas. Mais les choses vont plus loin. Celui qui déclare qu'on ne peut combattre ce qu'on ne connaît pas et que toute recherche de la paix doit donc être précédée par une analyse de la guerre suppose évidemment qu'on refuse de s'engager (mais est-ce possible ?), qu'on refuse de commencer par autre chose que par cette analyse de la guerre, de sa nature et de sa genèse, qu'on refuse de l'inscrire dans le cadre plus vaste du conflit en général, qu'on refuse de considérer que la guerre pourrait être la condition normale des sociétés humaines.

Ce dernier point est fondamental. Il conduit à une conception pathologique de la guerre fort répandue. En d'autres termes, il sous-entend qu'il y a un état sain et normal de la société qui est l'état de paix. Nous nous arrêterons plus loin à cette croyance commune à de nombreux chercheurs.

2. *La querelle des priorités.*

Est-il vain de tenter faire œuvre de paix avant d'avoir éclairci la véritable nature de la guerre ?

La crise de l'Université est en partie celle de l'académisme. Beaucoup la proclament inutile dans la mesure où elle n'apporte immédiatement aucune solution aux angoisses des hommes. Il est remarquable de constater d'ailleurs que beaucoup de jeunes qui lui reprochent son académisme se laissent séduire par la recherche gratuite, mieux : s'y réfugient !

La guerre est à la fois objet d'horreur et de vénération. De larges couches de l'opinion se hérissent lorsqu'on tente de la démythifier. La recherche à son sujet apparaît tour à tour sacrilège, indispensable, nui-

sible ou inutile. L'un des participants au colloque demandait si le prétexte de la polémologie n'était pas finalement de désarmer les pacifistes en montrant l'inévitabilité de la guerre. D'autres, moins sévères et moins acerbes se demandaient si les polémologues ne cherchaient pas à remettre indéfiniment l'action à plus tard : il est évident que celui qui commence par proclamer qu'on ne sait même pas ce qu'est la guerre donne invinciblement cette impression. D'autres encore les accusaient de refuser de voir les vrais problèmes et de dissimuler sous des modèles théoriques des réalités autrement contraignantes : la guerre est-elle isolable et définissable ? Existe-t-elle en dehors du système dans lequel elle s'inscrit ?

Sur le point précis de la priorité de l'étude de la guerre, on distingue facilement l'origine de l'irréductibilité des positions. Une fois de plus on aperçoit la « bonne conscience » génératrice de conflits irréductibles. La guerre des polémologues n'est pas un mythe.

Constamment, il faut donc être sur ses gardes : l'engagement presque inévitable ne peut être admis que dans la mesure où il ne risque pas de masquer certaines issues. La remise en question doit toujours être possible. Ce n'est pas simple dans un tel domaine.

De plus, il est clair qu'il n'y a pas deux guerres identiques : le vocable recouvre des réalités très différentes. Les situations ne se répètent pas. Qu'elles débouchent toujours sur la suppression d'êtres humains ou sur le raccourcissement de leur vie, que certains éléments révèlent des analogies ou des coïncidences frappantes, ne change pas cette constatation que les guerres sont fondamentalement différentes, tandis que les hommes, prisonniers de l'histoire, imaginent que les situations vont se répéter. Il est normal que « *les militaires soient toujours en retard d'une guerre* » ; ils y sont condamnés et partagent ce retard avec beaucoup de pacifistes. L'ambition des polémologues serait d'être en avance d'une guerre, mais la chose est-elle possible ? Comme le fait justement remarquer Julien Freund, il y a une différence fondamentale entre le jeu et le conflit : « *Dans un jeu, les règles sont fixées au départ... le conflit développe ses propres normes au fur et à mesure de son développement* ».

Et si, par impossible, on arrivait à planifier ce qui se produira pendant « la prochaine guerre », le feed-back naturel en sciences sociales ne condamnerait-il pas tout de même de telles études à la stérilité ? C'est parce que telle guerre est étudiée et parée, qu'une autre guerre nécessairement différente sera préparée et qu'une troisième guerre se réalisera. La guerre n'existe pas ; il y a *les guerres*. Et encore...

3. *La querelle de la normalité.*

Si l'état normal de la société est la paix, la guerre n'est plus seulement considérée comme un *mal* — ce que personne aujourd'hui n'ose plus contester — mais encore comme une *maladie*. L'image étant poussée à ses conséquences logiques, on en arrive à des assimilations médicales qui ne sont peut-être que des images dangereuses. Si on ajoute, comme Bouthoul, qu'autant vaut partir de cette hypothèse optimiste, c'est évidemment admissible mais pas plus justifiable que partir de l'hypothèse inverse. Or, cette dernière est peut-être plus réaliste et, en tous cas, plus féconde.

Notre tendance personnelle — est-ce la marque d'un pessimisme fondamental ? — est de toujours partir de l'hypothèse la plus défavorable quand le choix est scientifiquement indifférent. Ainsi, on met le maximum du côté du chercheur et de l'homme d'action. Ne vaut-il pas mieux en effet, si on recherche la vérité, partir de l'hypothèse que l'erreur est plus répandue, partir de l'échec des techniques pour mieux assurer leur succès et du triomphe de l'adversaire pour mieux le combattre ? Enfin, partir du caractère spontané de la guerre pour mieux assurer la paix ? On se trouve ainsi dans de meilleures conditions pour mieux voir les problèmes dans leur véritable complexité, pour faire face à des réalités décevantes, pour construire des modèles théoriques qui, à l'usage, se révéleront plus efficaces.

Les vaincus sont souvent ceux qui, au départ, se croient les plus forts et estiment que la victoire leur est due. La position de force est d'être fort, de ne pas le dire, de ne le croire qu'à moitié et d'agir comme si on était le plus faible.

Si on part de cette idée simple que la vie est changement, qu'il n'y a pas de changement sans conflit, on ne fait que reconnaître ce que proclamait Héraclite en disant que *le conflit est le père de toute chose*. Il est dans la logique du conflit de se développer, d'évoluer, d'augmenter les différences jusqu'au moment où l'agressivité se manifeste. Chacun des éclatements, se terminant par la victoire de l'un des adversaires, est nécessairement générateur de rancœurs, de désirs de revanche et d'un regain de l'esprit de domination. Dire que la société contemporaine — nationale ou internationale — est une société en conflit, ce n'est pas affirmer sa caractéristique propre : toutes les sociétés parce qu'elles sont sociétés sont en conflit. La nôtre paraît plus conflictuelle parce que l'information a été rendue plus fluide et qu'il est dans la nature de l'information de mettre les conflits en valeur. Toute société est polémogène comme tout conflit est sociogène : il n'y a pas de société sans communication, pas de communication sans inégalité, pas d'inégalité sans lutte.

La lutte pacifique est sous-tendue par l'idée d'égalité des forces des interlocuteurs. Mais la conscience même de cette égalité pousse à tenter de modifier le rapport des forces, à rompre l'équilibre, d'où l'idée d'accumulation de puissance et le recours à la violence. Sur le plan des personnes, l'idée que le droit de chacun est limité par le droit des autres permet d'organiser une société policée. Il n'en est pas de même sur le plan international où ce sont non pas des personnes qui sont en rapport mais des Etats souverains : la conséquence normale de la souveraineté c'est la guerre. La société internationale est belliqueuse par nature. Etre souverain, c'est avoir le droit et parfois le devoir de faire la guerre. Comment l'Etat assumerait-il ses devoirs vis-à-vis de ceux qui le constituent s'il n'était pas prêt à faire la guerre pour faire respecter leurs droits et son existence propre. C'est bien pourquoi les organisations européennes ou mondiales ne forment pas un gouvernement international mais une internationale de gouvernements !

4. *La querelle des natures.*

La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens... L'affirmation de Clausewitz ne cesse d'être reprise et répétée. Si la guerre est une forme d'activité politique, cela sous-entend évidemment qu'elle est volontaire. Or, aux guerres de conquêtes et de libération, certains estiment devoir ajouter aujourd'hui les guerres accidentelles. Le plus invraisemblable des paradoxes est même cette trouvaille de diplomates : la conclusion d'accords pour éviter... les guerres accidentelles !

Si la guerre est en principe politique et accessoirement peut-être accidentelle, le but de la recherche polémologique ne devrait-il pas être d'abord de dégager tous les éléments qui ne sont pas spécifiquement politiques, en d'autres termes de mettre en lumière ce qui est involontaire ? On peut tenir pour acquis, en effet, que si la volonté délibérée existe de faire la guerre, il sera impossible de l'empêcher. Faire entrer la guerre dans la catégorie des phénomènes purement politiques aboutirait à éliminer une bonne part des absurdités sur lesquelles pourrait reposer le déclenchement d'une guerre à notre époque.

La guerre politique suppose l'emploi *délibéré* de la force. Lorsqu'un pays augmente son armement atomique, c'est d'abord pour que cela se sache mais c'est aussi pour que cela ne se sache pas avec précision. La dissuasion repose non sur la réalité de l'armement mais sur l'apparence qu'on lui donne ; pourtant il est bien évident que la dissuasion est inexistante si l'adversaire peut imaginer qu'il ne s'agit que d'une feinte. Pour être efficace, la dissuasion exige une force qu'on est *décidé* à utiliser. Cette exigence entraîne l'obligation de la maintenir continuelle-

ment en état de servir, en état de supériorité et aux mains d'un nombre très restreint d'hommes. Le démarrage accidentel est donc toujours possible et même mathématiquement inévitable. Prendre des précautions pour éviter de tels accidents est un non-sens du point de vue de la théorie de la dissuasion. C'est un non-sens politique. L'accident est par essence non prévu ; la prévention n'écarte pas l'éventualité et l'indemnisation est une dérisoire consolation.

Si la guerre est vraiment considérée comme la poursuite de la politique par d'autres moyens, il est évident que pendant des périodes qui peuvent être longues, l'action politique est appuyée par la menace de force sans qu'on passe à l'action violente. Mais il est évident aussi que c'est pendant de telles périodes qu'on passe par le point de non retour, c'est-à-dire par le moment où la guerre devient inévitable. Un tel point est antérieur aux ultimatums.

Le fait que ce qui importe est bien plus le poids psychologique de l'armement que son poids matériel souligne l'importance fondamentale du camouflage. L'apparence est essentielle. Percer les apparences l'est également. D'où l'importance de l'espionnage. Il est évident que si l'efficacité des services de renseignement pouvait être poussée jusqu'au point de paralyser les armées, plus aucune guerre ne serait possible. A une époque où se répandent les techniques de guérilla urbaine et de guerre subversive, après les expériences de la Résistance en Europe occupée par les nazis et les guerres de libération des territoires coloniaux, on en vient à se demander si la subversion ne peut être un facteur de paix. Franco, inventeur de la cinquième colonne, serait alors le père de l'innocuité des armées. La subversion soustrairait la guerre de l'arsenal politique.

La pression démo-économique, comme la pression nationaliste échappent en partie à la politique. Mais en réalité, notre dilemme est peut-être un faux dilemme. Politique ou non ? Les divers éléments qui ont été notés interviennent dans le conditionnement politique d'un pays, poussent les responsables à prendre des décisions, c'est-à-dire finalement tout de même à faire de la politique. Quelles que soient les apparences, on y revient, sauf dans le cas de l'accident pur.

5. La querelle de l'engagement.

C'est un des participants du colloque — d'ailleurs objecteur de conscience — qui, au cours de la discussion finale, proposa : « *On doit avoir la force de se sentir non engagé dans sa recherche tout en ayant le courage de s'engager pleinement dans son action* ». Il s'agit évidemment d'une position de bon sens. Mais est-elle réaliste ?

L'époque nous impose des exigences apparemment contradictoires. D'une part, on conteste le droit de l'Université à se consacrer surtout à des missions spéculatives ; de l'autre, on lui demande des avis qui exigent du recul. Comment ne pas être influencé par l'événement si on le vit et comment se prononcer efficacement sans le vivre ? Est-il concevable qu'on participe à l'action sans tenir compte de la recherche ?

Une telle dichotomie est évidemment chimérique. Mais cela n'est-il pas absurde uniquement parce que le problème est volontiers formulé en termes absolus. Et aussi sans doute parce que le facteur *temps*, qui est capital, est volontiers négligé. Or, il y a un temps pour penser et un temps pour agir.

Mais plus encore : le projet de paix dans l'immédiat est fondamentalement différent du projet de paix perpétuelle. Rien ne doit empêcher le chercheur de faire une analyse en profondeur en vue d'une solution au problème de la paix et de la guerre qui soit « un jour » définitivement réalisable. Cela ne doit pas empêcher la recherche de solutions immédiates aux périls qui chaque jour se dressent sur la route de la paix. La seule restriction à apporter aux solutions empiriques successives par la perspective d'une solution différente de longue durée est que celles-là ne doivent pas compromettre celle-ci. La constante adaptation des projets aux recherches représentera alors la solution d'une tentative autrement sans issue. Cette adaptation sera aussi extrêmement utile car elle préservera le chercheur de la bonne conscience : le pire ennemi de la paix. La guerre est le fait de ceux qui croient avoir raison !

6. *La querelle de l'avenir.*

Pour certains, la polémologie est mort-née. Prisonnière de ses dilemmes et de ses contradictions, elle ne peut survivre. Pour d'autres, elle est la science des sciences : celle qui répond à la plus grande angoisse de l'humanité et qui, en raison des disciplines auxquelles elle fait appel et des connaissances qu'elle exige, ne peut se placer qu'au sommet de l'édifice scientifique ; un peu à l'endroit où Auguste Comte voulait situer sa « Physique sociale » qu'il rebaptisa « Sociologie » après que Quételet lui eut inconsciemment ravi le premier vocable.

L'humanité, mise en présence du péril atomique, va-t-elle découvrir cette sagesse qu'annonçait Alfred Nobel il y a quatre-vingts ans : « *Le jour où deux corps d'armée pourront se détruire mutuellement en une seconde, les nations civilisées n'oseront plus se faire la guerre et il n'y aura plus de corps d'armée* ». Ce stade est désormais dépassé : il ne s'agit plus de corps d'armée mais de nations entières qui pourraient s'entre-détruire. La guerre ne résulte plus seulement d'un calcul précé-

dant une décision politique, elle peut aussi résulter d'un accident. De plus, nous savons que de tels accidents se produisent : lorsque, en 1970, aux Etats-Unis, une alerte atomique fut déclanchée par une machine folle, lorsque les stations de radio furent prévenues qu'il s'agissait d'une alerte réelle, la majorité de ceux qui devaient jouer le jeu refusèrent de le faire car ils refusaient de croire à la réalité de l'absurde. On ne prit donc pas les précautions qui devaient être prises *si cela avait été vrai*, alors que toutes les apparences disaient que *c'était vrai*. Le comble : il n'y eut même pas de panique ! Etait-ce de la sagesse ? Certainement pas. Il y eut bien plutôt une sorte d'inertie par lassitude, par résignation, par incrédulité. Un monde saturé d'information, aux sentiments rabotés par l'accoutumance au péril, ne réagissait plus devant une menace précise dont personne ne pouvait connaître l'irréalité : la permanence de la terreur ne terrorise plus comme le fait remarquer Bert Röling. Cette expérience involontaire est capitale.

Signifie-t-elle que l'alerte atomique est passée ? Que les détenteurs d'ogives peuvent détruire leurs stocks ? Ou bien que l'humanité est destinée à rester pour toujours sous la menace d'un cataclysme qui ne se produira que par hasard à un moment que seuls les coïncidences des accidents et les ratés de la machine détermineront ?

Alors, les hommes pourraient revenir à l'âge des « bonnes guerres classiques ». Ce serait peut-être la première fois que les spécialistes pourraient être en avance d'une guerre puisque la leur « *récapitulerait les caractères ancestraux* ».

III. Réflexions finales sur la méthode*

Les réflexions sur les querelles fondamentales que suscitent la polé- mologie annoncent et esquissent la configuration de la recherche : les conceptions s'actualisant selon les points d'application, les cheminements choisis et les plans d'étude établis. Si l'on peut dire qu'il y a querelle de méthode provoquée par la grande diversité d'approches et la disparité des niveaux d'analyse, on constate d'autre part l'unanimité à reconnaître le bien fondé du principe de multidisciplinarité. Historiens, juristes, psychologues, politologues, quelles que soient leurs écoles, la tradition dont ils se réclament, ou qui transparait en filigrane dans leur démarche, tous admettent que la complexité des phénomènes à élucider justifie une approche largement diversifiée. Là n'est donc pas la difficulté, elle réside plutôt dans la façon dont chacun dans sa spé-

* Cette partie a été rédigée par Marie-Dominique Simons.

cialisation, va en ajuster l'esprit à l'objet polémologique, et les limites dans lesquelles chacun sera prêt à céder aux incursions de voies étrangères. Le juriste admettra-t-il que la notion de violence structurelle, telle que le sociologue la dégage et la comprend, remette en cause les fondements de son savoir, et conteste le caractère absolu — dans son acceptation classique — de sa fonction dans la société. Va-t-il s'interroger sur ce que signifie « garant du droit et de la justice »... ?

Autre exemple, celui de l'histoire, dont la contribution revêt une importance particulière, puisque c'est elle qui donne accès à l'expérience du passé et à la richesse de données irremplaçables.

En tant qu'historien, dans une allocution intitulée « Histoire et Polémologie », le docteur C.V. Lafeber affirme que « L'historien peut participer dans une large mesure à l'effort entrepris pour établir la paix et la justice ». Il constate cependant que « Beaucoup étudient l'histoire dans la même optique que dans celle dans laquelle ils considèrent la société existante. L'image de cette société s'en trouve consolidée », attitude qu'il rejette en préconisant une optique nouvelle, « bien que toute étude historique soit subjective, l'histoire moderne toutefois doit également répondre à d'autres exigences. Elle devra être orientée vers un objectif, engagée et en un certain sens scientifiquement révolutionnaire, car l'histoire doit être totalement réécrite (4), et cela à partir de la problématique actuelle de la lutte pour la paix et la justice »... « L'histoire actuellement n'a de raison d'être que si elle se veut sociologie du passé. »... « L'historien sera disposé à mettre sa discipline au service des sciences du comportement s'il peut se convaincre de cette urgente nécessité, motivée par la gravité de la situation politique actuelle... »

Adopter le principe interdisciplinaire signifie fréquemment la révision profonde de nos propres perspectives.

Dépassant cette conséquence quelque peu inquiétante d'une telle option, dégageons-en l'aspect constructif : on pourrait envisager diachroniquement la mise en action du principe suivant quatre phases successives qui aboutissent, au-delà des moments d'échange à l'établissement d'une réelle « tradition philosophique nouvelle ».

(4) G. BALANDIER, père de la sociologie dynamiste (ou générative) prône une réécriture de l'histoire, en opposition à « la démarche scientifique des sociétés industrielles européennes et atlantiques, qui prétendent restituer par leur « histoire-science » le passé « tel qu'il a réellement été ». « Elles ont inventé un code » (chronologie décimale) pour structurer ce passé... ». Jean ZIEGLER : « Balandier, sociologue, anti-impérialiste ». *Le Monde*, 12 octobre 1971.

Galtung distingue ainsi : 1° la phase multidisciplinaire, durant laquelle un problème est abordé simultanément par des chercheurs de diverses disciplines, chacun d'eux préservant son identité en tant que sociologue, historien, juriste, etc... ; 2° la phase cross-disciplinaire, où une « *cross fertilization* » est rendue possible, grâce aux contacts et aux emprunts effectués de l'une à l'autre science ; 3° la phase interdisciplinaire au cours de laquelle s'organise un travail d'équipe, non plus simplement parallèle mais convergeant vers un résultat poursuivi en commun ; 4° la phase transdisciplinaire, phase qui enregistre cette capacité de transcender les subdivisions anciennes, grâce finalement à l'élaboration d'un ensemble conceptuel et méthodologique propre.

Ces considérations sur le principe d'opération de la recherche n'en précisent guère les composantes. Une présentation systématisée de la recherche polémologique, telle qu'elle se présente concrètement, s'impose. Le champ en est vaste. Un phénomène humain tel que la violence, qui du niveau biologique de l'agressivité spontanée au niveau le plus élaboré de la codification d'un ordre social répressif se manifeste sous des formes les plus déconcertantes, justifie l'intervention d'approches allant de l'éthologie, l'anthropologie, la psychanalyse... jusqu'aux théories des relations internationales et aux études juridiques. Plutôt que d'énumérer les nombreuses sciences qui ont un rôle à jouer, on pourrait, d'un point de vue descriptif cette fois, regrouper les études en les répartissant selon certains axes de différenciation. La première caractérisation est celle de la « *peace research* » face à la « *peace theory* », l'une soutenant et conduisant à l'autre, bien que le passage soit délicat. La première présente une tendance méthodologique accentuée. La seconde, soucieuse de l'intégration des trouvailles, est orientée vers une pensée spéculative dirigée (« *guided speculation* », Galtung).

La polémologie peut se distinguer selon son orientation passée, ou perspective de l'histoire et exploration des données que celle-ci fournit ; selon son orientation présente, dont il ne faut pas exclure la tâche d'élaboration de propositions (5) ; selon son orientation future, à ne pas assimiler à la futurologie, à la manière de H. Kahn. Car paradoxalement, celle-ci ne se distingue guère de la perspective présente.

La tendance empiriste stricte, attachée trop exclusivement à la vérifiabilité dans les faits « objectifs » situés hors de nous, établit implicitement que le futur sera foncièrement le même que le présent. Malgré toutes ses divulgations surprenantes, il faut dénoncer le caractère con-

(5) « *Utredning* », terme scandinave signifiant de façon particulièrement suggestive : « élaboration de propositions d'ordre politique ».

servateur de ce type de recherche « Affirmer que présent et futur seront de simples répliques du passé est de l'idéologie et non de la science, quel que soit le sens qu'on puisse attribuer à ce terme. Il est également erroné de supposer que l'homme n'est pas contraint par les forces qui ont modelé ses activités sociales dans le passé. Le présent jette une ombre, il établit une contrainte, mais n'est sûrement pas déterminant de manière univoque ».

La polémologie peut être distinguée selon ses origines : elle est localisable dans l'histoire du savoir aussi bien que dans le temps et l'espace. A partir de quelle discipline un point de vue polémologique a-t-il émergé ? Bien que, comme il a déjà été dit, rien n'est à exclure a priori, certaines disciplines offrent des voies d'accès préférentielles et plus directes. Ce sont sociologie, anthropologie, psychologie, psychologie sociale, science politique, relations internationales, sciences militaires et stratégiques... sans oublier d'autres terrains interdisciplinaires eux-mêmes, tels les recherches sur les conflits (*conflict research*) et sur le développement (*development research*).

Quant à l'origine en terme contextuel (temps-espace), voyons le type de théorie qui s'élabore dans telle nation et comment chacun évolue chronologiquement. Bien qu'il s'agisse d'une approche indirecte, elle est précieuse car elle révèle des caractères conjoncturels et idéologiques fondamentaux.

L'approche la plus systématique est celle qui se détermine d'après l'endroit où se situe le facteur de paix ; où celui-ci manque. Micro-approches, au niveau subnational (intrapersonnel, interpersonnel, intra-social), international, supranational. Macro-approches, correspondant au sens le plus strict au point de vue interdisciplinaire, car il exige une investigation pluraliste.

Enfin, une démarche fréquente est celle qui consiste à explorer le plus exhaustivement possible un problème (*problem oriented approach*) soit général : thèmes tels le contrôle des armements — désarmements — organisations internationales — maintien de la paix... soit spécial ou « *case-study* » portant sur des conflits en cours.

Il est évident que la préférence d'un axe n'exclut pas la prise en considération des autres. Seul un effort créatif d'intégration est à même de satisfaire la prétention interdisciplinaire, car « il s'agit moins d'une juxtaposition d'éléments venus d'horizons scientifiques divers que d'un effort créatif en vue de l'élaboration d'un espace de réflexion neuf » (6).

(6) Galtung.

Si la démarche s'effectue diachroniquement de la façon suggérée par Galtung, sans doute est-ce là le meilleur parti à tirer de l'acquis du passé et des compétences disponibles, bien qu'il reste indispensable de se défaire des visions classiques pour s'expliquer un monde où les niveaux sub-, inter-, supranationaux sont reliés de façon aussi complexe.

Le tableau ainsi brossé reste cependant une construction de l'esprit, si on omet de considérer la structure dans laquelle il se déploie. Ceci nous incite à nous demander comment la recherche peut fonctionner, comment pour se faire a-t-elle pris forme institutionnelle ?

Force est de reconnaître que quel que soit le modèle idéal que la recherche veut s'imposer, elle existe en tant qu'activité sociale institutionnalisée. Aussi, lorsqu'elle s'organise, est-elle confrontée à des déterminations et à des problèmes d'ajustement.

Le point de vue de la répartition des tâches, étroitement lié à celui de sa constitution, a été envisagé à l'occasion de la présentation du champ de la recherche, en évoquant le disponible et le désirable. A cet aspect vient s'en ajouter un autre : celui des conditions de survie, ou problème de « soutien » (« support »). Sa position à cet égard, est particulière : elle ne se soumet pas au jeu de l'offre et de la demande aussi aisément et harmonieusement que ne le font d'autres sciences, dont les résultats se trouvent vite absorbés. Les produits trouveront des débouchés conditionnellement. En sens inverse, sa viabilité est assurée dans la mesure où elle admet un certain cadre — proposé sinon imposé — où se mouvoir. Assurément, plus le pouvoir dans la société est fort, plus ce cadre sera contraignant, et moins les découvertes seront inattendues : ce seront plutôt des inférences ou des « a fortiori » (7).

Il est hors de propos de développer ici longuement les conséquences de ces constatations, mais il est nécessaire cependant de les mettre en évidence.

En guise d'illustration, voyons comment le projet de constituer une *World Peace Academy* — institutionnalisation tentée à un niveau élevé — a posé des problèmes de cet ordre, comme le fait remarquer A. Eide.

Dès les premières réunions de coordination se posa la question fondamentale : « L'Académie devrait-elle se consacrer uniquement à la for-

(7) Le point de vue de Rapoport à cet égard est succinct et pénétrant : « Les avis qu'il est probable que la génération actuelle de dirigeants (decision makers) écouteront et suivront, sont ceux qui peuvent les aider à faire plus efficacement ce qu'ils font déjà, ou s'engagent à faire ». A comprendre, en considération du fait que : « Le développement et l'institutionnalisation de la recherche scientifique dans les sociétés modernes civilisées a été une conséquence du soutien accordé par des institutions qui escomptèrent un bénéfice des résultats.

mation de spécialistes de la paix en vue de rôles fixés, qui existent déjà et sont légitimement reconnus dans le système international, ou devrait-elle également envisager des rôles nouveaux et être capable ainsi de répondre à des besoins que la recherche a mis en lumière, mais non encore reconnus par les élites politiques du moment ? Ceci revient en grande partie à se demander s'il faut s'orienter vers le contrôle et la prévention de la violence manifeste, ou se former également dans la perspective de l'élimination de la violence structurelle, qui requerrait un changement social profond dans beaucoup de contextes ».

Outre les préférences conceptuelles et idéologiques, des difficultés nouvelles surgissent, étant donné le besoin d'appui financier : « Le besoin d'appui financier était une incitation puissante en faveur des approches traditionnelles de la paix dans ces parties du monde où un appui financier est le plus facile à obtenir ».

Si Eide dénonce à bon droit les pièges de l'entreprise, il reconnaît cependant « Un degré élevé d'enthousiasme et de créativité, qui s'exprima le plus intensément dans le cours de théorie générale » ; cette précision est de plus révélatrice de la vitalité particulière de la recherche fondamentale.

Un autre aspect de l'interdisciplinarité institutionnalisée pourrait être mis en évidence au moyen de l'indice significatif que constitue le relevé des instituts, organisations, associations, etc..., intéressées et engagées dans la polémologie à travers le monde. La diversité des orientations révèle une prise de conscience incontestable de « l'ubiquité polémologique » et laisse espérer que le disponible progresse irréversiblement vers le désirable.

IV. Conclusions

Pour conclure, nous voudrions évoquer une suite du colloque de Louvain qui s'est placée quelques mois plus tard à l'Assemblée Générale des Nations Unies.

A la séance de clôture du colloque, M. Pierre Harmel, Ministre des Affaires étrangères, annonça son intention de demander aux Nations Unies de préparer tous les deux ans un rapport à l'Assemblée sur l'état des recherches de façon à en permettre la diffusion parmi les Etats membres et de donner à ceux-ci l'occasion de formuler des propositions de recherches complémentaires.

La proposition Harmel, déposée aux Nations Unies fut appuyée par quatorze autres Etats, discutée en décembre 1971 et finalement adoptée par 57 voix contre 7 et 3 abstentions.

La discussion qui précéda ce vote ne manque pas d'intérêt. Le représentant de la Belgique fit un exposé rappelant l'histoire de l'étude de la guerre de Platon au Congrès international de Sociologie de 1930 et de ce Congrès à Bouthoul et à nos jours ; il expliqua la portée de la proposition. Appuyé par le représentant du Burundi, celui de la Yougoslavie et celui des Pays-Bas, il fut étonné de la prise de position défavorable du représentant soviétique. Ce dernier souligna l'œuvre des savants soviétiques dans la recherche de la paix, le désir de paix de son pays, mais proposa le rejet du projet belge. Il y voyait la possibilité de « *détourner l'ONU de son premier objectif — maintenir la paix et la sécurité internationale* », la source de dépenses supplémentaires, le danger de se perdre dans des problèmes abstraits et, enfin, de faire faire par le Secrétaire Général des Nations Unies des travaux qui ne répondent pas à sa vocation. Le représentant de la Norvège a souligné le caractère paradoxal de cette intervention.

Nous pouvons témoigner du fait que dans d'autres enceintes et au cours de réunions internationales, des chercheurs soviétiques présentent volontiers leurs travaux de polémologie et que ces travaux sont généralement animés par le souci de répondre aux exigences de l'actualité. L'opposition au sein de l'Assemblée Générale des Nations Unies ne témoigne peut-être que du souci de séparer le politique du scientifique, une préoccupation qui est souvent celle des gouvernements.

Au demeurant, le politique peut-il tolérer l'intrusion du scientifique dans son domaine ? L'accepte-t-il quand il fait autre chose que venir à l'appui de sa politique ? Trop d'exemples existent de cette méfiance et du caractère généralement subsidiaire accordé par les gouvernements à l'avis des experts. La vérité est que, quelle que soit la probité et la compétence des scientifiques, quelle que soit la bonne volonté de certains hommes d'Etat, quels que soient les progrès de la science, la politique a sa logique et ses raisons que la science ne connaît pas. Il est du devoir de la science de les étudier même si on refuse de l'écouter. Peut-être la Belgique devrait-elle profiter des bonnes dispositions de quelques-uns de ses dirigeants actuels qui ont le sens de la recherche scientifique. Le geste de M. Harmel aux Nations Unies le montre. Ce sont aussi des choses que seul un petit pays peut se permettre.

